Львівська державна наукова бібліотека
ВІДДІЛ РУКОПИСІВ
Фонд 59 (Кozл.)
Опис
Од. збереження 9
Папка 4

115 арк.

HAUS-HOF
UND STAATSARCHIV

101

115 apr.

Relation aus Warschau vom 22ten August 1773 ad No 101.

1

~~40~~

1

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

Durchlauchtigst Hoch-
gebohrner Reichsfürst!
Gnädiger Herr!

1. Ehe als zur pflichtschul-
digsten Beantwortung Euer
fürstlichen Gnaden mit ei-
ner Militar Ordonanz erhal-
tenen gnädigsten Zuschrif-
ten vom 9ten dieses Monats
zu schreiten, soll ich vor
allem die weitere Fortsetzung
und den Schluß der Vorstel-
lungen und Begehrungen der
Delegation über den Ent-
wurf des Cessions Traktats
von No 4 bis 21 inclusive
in gegenwärtigen Beilagen
anschließen.

Hiernächst folgen
ebenfalls meine der Dele-
gation punktsweise hierauf
übergebene Antworten bei,
zu welchen ich noch hie und
da einige Anmerkungen,
um zugleich Euer fürstli-
chen Gnaden die Ursachen
und Beweggründe meiner
Antworten vor Augen zu
legen, in margine beige-
fügt habe. Besagte Ant-
worten sind vorhero von mir
mit meinen zwei Herrn Colle-
gen

Relation aus Warschau
dd. 22 August 1773.
ad No. 101

%. Beilage ad Relation
ddo Warschau den 22 August 1773 ad No 101.

Suite des Representations de la Delegation sur le Projet du Traité de Cession depuis No. 4 jusques à No. 21.

in allen seinen Puncten verabredet worden, welche einen bezug auf das gemeinsame Interesse der drei Höfe haben.

4) Il n'y a pas de Pays si malheureux en Europe, qui n'aie de Sel de son cru, pourquoi donc nous a l'on pris les Salines de Wieliczka et de Sambor.

Nous prions que les Salines nous restent d'autant plus que Sa Majesté Imperial Royal en a une si grande abondance dans ses vastes Etats.

Au nome de la Délégation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

Beilage ad Relation
N.º Warschau den 22 Au-
gust 1773.

Ad N.º 101. 5.

Si Sa Majesté Impe-
riale et Royale veut abso-
lument les Salines de Wie-
liczka, et que Votre Excel-
lence n'ait pas le pouvoir
de ceder a cet égard, nous
vous demandons au moins
celles de Sambor. Considerez
quel embarras ce manque
de sel produiroit par la suite
à la Pologne ne pourriez vous
pas par un mouvement des
sentimens, qui vous distinguent
suspendre votre negociation
à ce sujet jusqu'à ce que
le Roi ait fait la dessus des
Representations à Sa Majesté
Imperiale et Royale, peut-
être cette Souveraine dont
la Magnanimité fait le carac-
tère se laissera telle enga-
ger à rendre ses salines,
d'autant plus qu'elles sont
chargées d'une dette contrac-
tée de quelque Citoyens de
la Republiques de genes,
qui ayant prêté au Roi
la Somme de 126024. Sa
Majesté avoit assigné sur
les revenues de ces Salines
le payement des intéret de
la dite Somme et en auroit

Beylage av Relation
d.d. Warschau den 22 ten
August 1773

Ad No. 101

même payé par termes le capital. Le Roi se trouvant privé de ce fond, a été obligé d'interrompre l'exactitude scrupuleusement observée de payer les interêts et à perdre le moyen de s'acquitter de la Somme, ce qui cause la Ruine des Creanciers.

Il est donc de notre devoir d'insister, que tout ce, qu'on a trouvé dans les dites salines en argent et autres produits, de même que les revenus à compter soient restitués au Trésor de Sa Majesté en rabattant les depenses pour les ouvriers, officiers et autres appointemens assignés selon l'usage sur les Salines et qu'en outre la Somme appartenante au Citoyens de Genes leurs soit payée de la Caisse de Sa Majesté l'Imperiatrice et Reine et de faire aussi des representations à Votre Exellence au sujet des torts, que les Palatinats terres et Districtes souffrent par la perte de ces Salines. Le Roi fournissoit selon un Tariff fait pour cela du sel gratis

Beilage ad Relation
de dato Warschau den 22ten
August 1773.
ad No 101

6 ~~4~~ 5

44

5

que l'on nomme Sechednowa, que l'on distribuoit chaque anné entre la noblesse. Si Sa Majesté Impérial et Royale ne se porte pas à le sel aux Palatinats, comme l'ont fait les Rois de Pologne, il faudroit moins inserer dans le Traité présent une convention et un article à part, en vertu du quel on vendroit le sel à une prix établi une fois pour toujours et on le conduiroit par eaux dans les anciens greniers du sel des differents Palatinats, autrement la situation de la Pologne seroit fort triste et on ne peut pas croire, que Sa Majesté Impériale et Royale, dont les vertues sont si connues veuille rendre la Pologne malheureuse. On ne sauroit passer sous silence la pretension sur ces salinés reclamés à differentes Diètes par le Prince Lubomirsky, nos bons Compatriots, à la quel il convient droit de satisfaire dans la circonstance présente.

5. Beilage ad Relation ddo Warschau den 22ten August 1773 ad No 101

(7)

S'il n'est pas dans le pouvoir de Votre Excellence de donner une Resolution favorable à ces circonstances, elles meritent q'avant la conclusion de nos conferences, elles soient représentées à Sa Majesté Imperial et Royale, c'est ce que nous vous prions instamment de faire au plutôt.

Au nom de la Délégation

Antoine Comte d'Ostrowski
Evêque de Cujavie.

6. Beilage ad Relation ddo Warschau den 22ten August 1773 ad No 101.

6. Ayant vû l'article de la Convention des trois Puissances, en conséquence du quel a été formé l'article second, que Votre Excellence nous a remis, il est de notre devoir de vous représenter, que la teneur de cet article est fort vague parceque designant les frontières avenir par des termes generiques, elle ne nous apprend pas positivement

6. Beilage zu Relation No. Marschau den 22ten August 1773. Nro 101

combien et jusqu'à quel point, nous devons ceder nos Provinces, par exemple: l'au delà de Sendomir et du confluant de la San peut-être prolongé con considérablement, le terme au delà est fort vague: à present même il y a au delà du San beaucoup des Pays occupés tout près de la rive de la Vistule.

L'édit de Sa Majesté Impériale et Royale du 11. septembre se rapporte à la susmentionne Conventé. on se trouvant conforme dans la demarcation des limites de la Cession à faire. Cependant non obstant cet édit et la Convention des trois Puissances et non obstant la teneur du second article, que vous nous avez remis, on a etendu bien plus loin les limites, on a pris une partie du Palatinat de Volhynie, qui dans la Convention nous est conservéz en entiers on a substitué d'autre rivières, pour servir des frontières, moyennant

8

6. Beilage ad Relation
d. Warschau, den
22 August 1773.
ad No 101

les quelles ce n'est pas une petite partie de la Podolie, mais une grand partie qu'on prend, c'est pourquoi si la délegation doit savoir positivement, ce qu'elle doit ceder, il faut, qu'elle voye la carte, et que sur cette carte il lui soit demontré depuis ou, par ou, et jusqu'ou on pretend tirer les frondieres des nouvelles acquisitions. C'est pourquoi la Delegation prie Votre Excellence de lui faire voir la cart géographique faite à sujet.

Au nom de la Delegation

Antoine D'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

Ad 6tum.

Reponse.

Les termes de la Convention devant être inseré à la cette dans le second article du Traité, selon ce qui est convenu à la requisition même de la Delegation, il seroit contre ses

6. Beilage ad Relation d^o Warschau den 22tem August 1773.

ad № 101

Reponse ad 6tem

propres interêts d'y changer la moindre chose dans les mots de la Convention, attendû qu'un changement pourroit en ammener un autre.

Pour ce qui est de l'explication de quelques termes, qui paroissent trop vagues, il m'est impossible de la donner faut de connoissance du local. Je puis seulement promettre, que nos limites seront dans le sens des termes annoncés dans l'article second, et si, comme il est dit dans cette Note on les avoit outrepassés, dont j'ai lieu douter, ce sera l'affaire des Comissaires respectifs de les arranger selon la justice conformement à cet article. La carte qu'on me demande, et qui selon la teneur du second article doit être dressé sur les lieux mêmes par les Comissaires ne m'est point parvenue et si une

10

Beilage ad Relation
de Warschau den
22. ten August. 773
ad No 101

Reponse ad 6tum

telle Carte se trouvoit exactement dressé, l'arrangement des Commissaires seroit absolument superflu, la carte demandée devant contenir ce dont les Commissaires respectifs seron chargés.

7. Beilage ad Relation
ddo. Warschau den
22ten August 1773.
ad No. 101

On ne sauroit signer la Cession des pays occuper sans avoir assuré preatablement à la Republique par un article séparé la liberté reciproque du commerce et le transport des marchandises par terre et par eau par les états voisins.

Au nom de la Délégation
Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

7. Beilage ad Relation de Warschau den 22ten August 1773.

ad No 101

Reponse ad 7mum

Rien n'est plus juste que la demande contenue dans cet article et rien ne decidera d'avantage du sort futur de la Republique, que les mesures et arrangements pris à ce sujet. Ma Cour qui ne demande pas mieux, que de voire le commerce florissant en Pologne, se pretera à toutes les propositiones raisonables, qui pourront lui procurer cet avantage moyennant des conditions reciproques et il suffira pour lorsqu'on en viendra à cette sorte de Traités séparés, que Leurs Excellences Messieurs les Délegués s'expliquent plus clairement sur ce qu'ils entendent par la liberté de Commerce.

8. Beilage ver Relation
No. Warschau den
22 ten August 1773
ad No. 107

13

Les Rois et la Republique
de la Pologne professant
la Religion Cath. rom. et
ayant toujours particulié-
rement protegé le Clergé,
les Eglises, les fonds Eccle-
siastiques, leurs droits et
privilegues du rit. latin,
et de celui des Grecs unis,
il est du devoir de la dele-
gation de prier, qu'il y a
est un article, inseré dans
le Traité de Cession, par le-
quel la même protection
de la part de Sa Majesté
Imperiale et Royale seroit
assuré et la conservation
du clergé des rits susdits
garantie in statu quo,
c'est adire qu'il sera en
possesion de ses fonds, reve-
nus; droits et privilegues,
dont il a joui, ou dont il
devoit jouir, étant sous la
domination de la republique
ont a été occupé de mois du
Sept. de l'année passée par
les trois puissances voisines:
sauf les droits des Grecs non
unis et des dissidens dans la
possesion pacifique desquels
ils etoient alors.

Antoine P. Ostrowsky

8.

Beilage ad Relation
vom Warschau den 22ten
August 1773.

ad No. 101

Reponse ad 8uum

La Religion cath. rom. que les Rois et la Republique de Pologne ont de tout temps proffessée, etant la même que tous les Souverains de l'Auguste Maison d'Autriche ont toujours professée et protegée avec un attachement tout particulier et que leurs Majestés Emperiales et Royales se font gloire de conserver avec zèle dans toute son integrité, il seroit superflu, et contre toute usage reçu de ~~sti~~ stipuler dans un Traité entre deux Etats Catholiques, des avantages en faveur du clergé et de la Religion dominante dans les deux Etats, d'autant plus que tous les droits prérogatives, libertés et privilegues quelconque dont jouit clergé cath. dans les Etats autrichiens, seront comme un aux Ecclesiastiques, des provinces revendiquées, mais pour

15

8.

Beilage ad Relation de Warschau den 22ten August 1773 ad no 101

Reponse ad 8uum

le bien des Catholiques pas-
sants sous les deux autres do-
mination, ma Cour consent par
une reciprocité mutuelle
des avantage à accorder, quant
au possessions droits, libertés et
Privilegues de conserver les
Religions des Dissidans et non
unis dans les Etats.

16

Lit. 9.
Beilage ad Relation
de Warschau den 22ten
Augusti 1773
ad No 101

16

Il y a encore beaucoup d'autres articles, que la Delegation ne peut pas oublier, nommement ceux, qui regardent notre Destinée et celles de nos (Ato) Concitoyens, qui doivent passer sous la Domination de sa Majesté Impériale et Royale ; mais comme Votre Excellense et LL: EE: Mrs vos Collegues pourroient soupçoner, que nous cherchons à perdre des tems, en les exposant en particulier à Votre Excellence dans nos séances, Nous avons resolu de lui remettre par ecrit tout ce, qui peut interesser le Roi et la Republique, ce que nous voulons exposer par Votre Ministre à Sa Majesté Impériale et Royale et surquoi nous demanderons une reponse cathegorique.

Au nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de la Cujavie

17

9.
Beilage ad Relation
ad No Warschau den
22ten August 1773
ad No 101

(17)

Reponse ad 9. 10.
et 11um

Outre les changemens que j'ai deja projetté ~~(au gré de la Delegation)~~ adoptés dans la teneur du Traité projetté au gré de la Delegation on pourra encore y faire entrer les suivants.

On mettra à la place de : Royaume de Pologne, la Republique de Pologne.

Après les mots : de faire ouvrir les conferences a Varsovie on ajoutera : à une Diète extraordinaire indiquée pour cet effêt au gré du désir des trois Cours amies.

J'ai deja allegé les raisons qui n'admettent pas les autres changements, tel que la superfluité de cette cheville :

Consolidées par tant de Traités anterieurs, qui est une parenthese, dont n'a jamais douté personne, à moins que cette phrase ./.

18

9.
Beilage ad Relation
de Warschau den 22ten
August 1773

Ad No 101

18

Reponse ad 9. 10 et 11um

forcemment annoncée n'
implique quelque reproche
toute, qui seroit fort deplacé,
dans un Traité d'amitié.
Il en est de même de l'ex-
pression ne pouvant ecarter,
et d'autres pareilles, qui sont
même contre la dignité
de la Republique etant
un aveu de foiblesse, et
d'impuissance, jamais usi-
té dans des actes publiques
même après les guerres les
plus sanglantes, où la
force superieure donne la
loi:

Pour ce qui est du titre
de serenissime Republique
j'ai dejà dit de l'employer,
si jamais la Cour Imperi-
ale et Royale s'en est servi
dans un acte public, que
je demande en consequence
d'être produit, ne pouvant
de mon chef introduire au-
cune innovation dans le
styl de la Chancellie Im-
periale.

Les mots: en equi-
valent ne peuvent être

9. Beilage zur Relation
d.d.o Warschau vom 22. Aug.
1773 ad No. 101

Reponse ad 9. 10 et 11um

changés, ny omis, attendu que c'est à ce titre que la Cour Imperiale et Royale est en possession d'une partie des Provinces revendiquées, partie modique en comparaison des vastes provinces auxquelles elle renonce malgré ses justes pretensions. L'inquietude, que l'on affecte de faire paroître à ce sujet, ne peut avoir lieu après ces paroles du Traité Art. 4 Sa Majesté Imp. le R. le Ap. que declare et confesse avoir obtenû un equivalent juste et proportionné et renonce à toute pretensions.

Quant à la Carte geographique y a été repondu Sub No. 6.

La reversibilité est un droit à jamais incommun dans les Provinces pendantes de la Couronne d'Hongrie, et le Roi Marie n'a point possedé la Russie à titre de Succession, mais à titre d'Election faisant partie

9. Beilage ad Relation
de Warschau den 22ten
August 1773.
ad. No 101

Réponse ad 9. 10 et 11ème

20.

des Etats de la Couronne d'Hongrie, avec lesquels la reversibilité est absolument incompatible.

Le cinquième point de cette même Note regard uniquement l'arrangement des Comissaires respectifs et ne peut-être decidé sans une parfaite conoissance du local. Il sera aisé en tout cas aux dit Comissaires de trouver des moyens de compensation ou d'echange selon la position des differens endroits. Au reste Leurs Excellences et Messieurs les Délégués ne semblent pas assez sentir l'impossibilité jointe au danger inseparable de leur demande, si ce point pouvoit être admis dans toute son etendue, et on diroit qu'il vont preparer eux mêmes les germes de facheuses et inevitables contestations par la confusion perpetuelle des jurisdictions qui pourroient leur devenir à la longue très funestes

19. Beilage ad Relation
de Warschau den
22 ten August 1773
ad No 101

21.

Comme la Delegation croit encore devoir insister sur quelques changemens, qui lui paraissent indispensables dans l'introduction au Traité, Elle a fait mettre à cet égard des Notes ad marginem du projet communiqué par Votre Exellence dont on lui fera d'abord la lecture, à fin de convenir article par article.

Au nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

10. Beilage ad Relation d.d. Warschau den 22ten Augusti 1773. ad No 101

10. Sur le premier article du Traité même, la Délégation ne peut que d'exprimer ses voeux sincères pour la conservation de la plus parfaite union et bonne harmonie avec la Cour Imperial et Royale et désire seulement qu'à l'endroit où il est dit:

Le Royaume de Pologne et le grand Duché de Lithuanie on mette à la place la serenissime Republique de Pologne.

Au nom de la Délégation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie.

11. Beilage ad Relation de Warschau von 22 ten August 1773.
ad No. 101

Il est de notre devoir de faire des remarques sur l'article II.

1. De changer les mots, qui sont mis à la marge du projet remis par Votre Excellence.

2. La Delegation croit qu'elle peut demander de peine droit la reversibilité des Provinces, qu'elle a cedées à present au cas de l'extinction des Successeures mâles de la maison d'Autriche, puisque ces pretensions ne remontent, qu'au tems de Marie Reine d'Hongrie fille de Louis Roi de Pologne et de Hongrie, dont la fille cadette Hedvige a été reine de Pologne et par conséquent il est juste que toutes les Provinces et pays au cas d'extinction des successeurs mâles rentrent à la Pologne, qui deduit ces droits de la même source du Roi Louis.

3. Que ces paroles en equivalent soient entierement

11. Beilage zu Relation d° Warschau den 22ten August 1773. ad N° 101.

omises, car elles pourroient occasionner des nouvelles pertes à la Republique, si jamais la Serenissime Maison d'Autriche vouloit former des nouvelles pretensions, sous pretexte, que l'equivalent n'a pas été proportionné à leur valeur et à leur étendu.

4.) Qu' aussitôt, que la Carte geographique, que nous vous avons demandé sub N° nous aura été produite, que nous l'aurons jugé conforme à l'article de la Convention de Petersbourg, les parties contractantes ensignes deux exemplaires, en y mettant leurs sceaux, qui ensuite doivent être échangé, rendus aux Commissaire à nommer pour la demarcation des limites, et qui alors seront reconnu pour véritables.

5.) Silorqu'on tirera les lignes aux endroits, ou il n'y a point des limites naturelles, il arriva qu'on separe un Village ou un bourg, que les trois quarts

25

11. Beilage ad Relation
dd°: Warschau den
22ten August 1773.
ad N° 101

25

la moitié, un tiers et
même une seule maison
passe sous la Dominiation,
d'une Puissance, l'autre
qui aurat la partie plus
considérable ne doit pas
former des prétension à la
charge de la partie moindre,
qui se trouve sous une autre
Dominiation.

Au Nome de la Délé-
gation
Antoine d'Ostrowsky
Evêque de la Cujavie

11. Beilage ad Relation do Warschau den 22 ten August 1773. ad No 101
Reponse. ad . . 11 eme

La Republique de Pologne renonçant à perpetuité par le present Traité de Cession à ses pretensions sur les Provinces revendiquées par la Cour Impériale et Royale, et l'usage des titres et armes de mêmes Provinces supposant toujours une pretension tacite, il y auroit de la contradiction dans un pareil usage contre le sens même du Traité.

Toute Cession de pays quelleconque se faisant toujours avec tous les archives, Documens, Chartres et autres papiers publics, qui regardent le pays cedé, on se croit fondé en droit de faire les mêmes demandes et s'il y a de l'impossibilité d'obtenir les Documens que les flammes ont consummé, il n'en est pas moins juste de demander ce que qu'elles ont pû epargner d'autant plus que la conservation des ces papier devient inutile à la Republique, et très nécessaire

27

S

11. Beilage ad Relation
d[e]d[o] Warschau den
22ten August 1773
ad No. 101

Reponse ad 11um.

27.

au nouveau gouvernement
des dits Provinces.

On se reserve pour-
tant encore de convenir dans
la suite au sujet de ces deux
point, de ce qu'il y a pourra
être moudifié augré de la
Delegation sans porter atteinte
aux droits de ma Cour, et
en attendant on pourra sim-
plement omettre dans l'article
second ce qui y est relatif

II Beilage ad Relation d^{do} Warschau den 22ten August 1773.

28.

art^{le} 101

On demande à la Pologne de remettre fidelement tous les Archives, documens, Chartres et autres papiers publics et particuliers, ce qui regardent les Provinces cedées chose impossible par deux motifs, l'un que partant des guerres et revolutions chez nous tant de depots publics de documens ont été la victime des flammes et du Pillage, et de l'autre, que comme c'est d'un tems immemoriale, que la Republique a possedé les Provinces, qui sont occupées actuellement les titres en grande partie en remontent à la fondation du Royaume, dont l'Histoire est aussi obscure, que celles des droits primitifs de tous les autre de l'Europe.

Au nom de la Délégation

Antoine d'Ostrowski

Evêque de Cujavie.

29

11. Beilage ad Relation dd° Warschau den 22ten August 1773. sub N° 101

29.

Il est aussi exigé de nous de renoncer aux titres et aux Armes de Russie et des autres pays, mais nous sommes autorisé d'y répondre, que ces titres et ces armes sont non seulement constatés par la Possession de plusieurs Siècles, mais aussi ont été donné sans interruption aux Rois de Pologne, dans tous les actes publics par la serenissime Maison d'Autriche. D'ailleurs il est évident par tous les Traités antérieurs, soit de conquetes, soit de cession, que les titres et les Armes sont toujours resté aux possesseurs précédents, et qu'ainsi nous ne pouvons les prémiers être forcé à une condition si neuve et si dure.

Au nom de la Délégation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie.

30

12. Beilage ad Relation dd° Warschau den 22ten August 1773 ad N° 101

On croit pouvoir alleguer sur l'article III du Traité projetté, qu'il paroit entierement superflu, car la Pologne ne forme pa de pretension aux Royaumes et l'Etats de la Serenissime Maison d'Autriche, et elle se croit fort heureuse, si la teneur du Traité de Byczyna ou toutes ses possession et nommement les Provinces actuellement occupées, sont garanties le plus sollemnelement par la serenissime Maison d'Autriche etoit maintenu dans toute son étendu.

Au nom de la Delegation
Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cujavie.

12. Bilaga av Relation d:o Warschau den 22:dra Augusti 1773 av N:o 101

Reponse ad 12:mum

31.

L'article troisième du Traité projetté pouvant paroitre superflu pour le présent ne l'est pas pour le tems à venir, et cette precaution de renonciation reciproque est toujours usitée dans de pareils Traités.

Quant au Traité de Byczyna et autres il y a été déja suffisamment repondû pour ne laisser aucun lieu à une nouvelle objection.

13 Beilage ad Relation dd° Warschau den 22ten August 1773 ad N° 101

32.

Nous souhaitons à notre posterité la plus heureuse experience de ce qui est exprimé au commencement d'article 18 du projet de Traité. Quant a ce qui regard la Starostie de Zips, nous sommes fort etonnés de voir, qu'elle doit aussi passer sous la Domination de Sa Majesté Imperiale et Royale, quoiqu'il n'en soit pas fait mention dans la Convention de Petersbourg, et que d'ailleurs la deduction des droits de la Republique sur cette Starostie nouvellement publiée et les assurances de Sa Majesté Imperiale et Royale, données au Roi dans sa lettre de l'année 1771 faisoient esperer, que cette Starostie resteroit à la Pologne, ou au moins, que la somme hypothequée seroit remboursée à la Republique selon la teneur de la Transaction entre l'Empereur Sigismond et Vladislas Jagellon. Nous ne desesperons pas que l'equité de Sa Majesté Imp.

33

13. Beilage ad Relation vom Monat des 22ten August 1773 ad No. 101

33.

et Royale nous fasse cette justice, et nous prions que les rentes de cette Starostie soient payées au Pce Poniatowski Grand Chambellan de la Couronne, Staroste de Zips, depuis qu'il en a été depossedé jusqu'au tems de la ratification du Traité, et que tout ce qu'on y a trouvé a lui appartenant selon l'inventaire à joint signé par ce Prince, lui même soit rendû.

Au nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

Beilage ad Relation de Warschau den 22ten August 1773. ad No. 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

34.

Copie de la Réponse de Sa Majesté l'Impératrice Reine Marie Therese à Sa Majesté le Roi de Pologne le 26 Janvier 1771.

Monsieur mon frère, j'ai été informée par le compte, que m'a rendu le Prince de Kaunitz Ritberg du contenu de la lettre, qu'en date du 19 decembre lui a addreßé le Grand Chancellier de Pologne Mlodzieiowski, que lorsque Votre Majesté se determina à m'écrire, celle que m'a été remise de sa part, datée du 20 Octobre. Elle n'avoit aucune connoissance du contenu de la lettre qui dès le 20 sept. dernier sur cet objet avoir été écrite par mon ordre au susdit Grand Chancellier de Pologne. Je ne pourrois rien dire à Votre Majesté de plus éclairé et de plus positif, que ce qui Elle contient et je crois me borner moyennant cela à lui en faire parvenir un duplicat, par la voie de ce Ministre de la Republique, qui

Beilage ad Relation dd. Warschau den 22ten August 1773 ad No 101

lui en rendra compte.
J'espere qu'elle y verra,
que dans ce tems des troubles
et dans l'incertitude, ou
on est sur la façon, dont
ils pourront finir, j'ai
dû faire, ce que j'ai fait
pour mettre mes droit à
couvert, et pour voir de toute
facon à la sûrête de mes
Etats. Je le souhaite au
moins, et je me fais un
plaisir d'assurer en atten-
dant de nouveau Votre
Majesté que dès que la
Paix sera retablie entre la
Russie, la Porte et le Roy-
aume de Pologne solida-
ment pacifié et rentré dans
tout ses droit, je me pre-
terai bien volontier à trai-
ter amiablement de l'ar-
rangement et de la deter-
mination de nos frontieres
respectives dans cette par-
tie de Nos Etats, que comme
il est notoire y ont toujours
été jusqu'ici incertaines et
contestés entre mon Roy-
aume d'Hongrie de la
Pologne. Dès a present ce-
pendant je ne puis pas

Beilage ad Relation des Marschall den 22ten August 1773. sub No 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

n'empêcher de déclarer a Votre Majesté qui indépendamment de cette negociation en consequence de mon bon droit, je compte retraire aux conditions stipulées dans le tems, le District de mon Royaume de Hongrie connu sous le nom de Zipser Städte avec toutes ses dependances. Je suis bien sensible d'ailleurs à tous les sentiments que me temoigne Votre Majesté dans la lettre qu'Elle m'écrit et je la prie de vouloir bien continuer à me rendre la justice, d'être persuadé, qu'ainsi que sur mes principes Elle peut compter sur l'amitié avec la quelle je suis

Monsieur

Mon Frere

37

13. Beilage zur Relation aus Warschau vom 22ten August 1773. No 101.

Reponse ad 13tium.

La revendication de la cidevant Starostie de Zips comme d'un simple hypothèque étant de toute autre nature que celle des autres Provinces, ne peut pas avoir lieu dans la Convention, quoique la justice est suffisamment connue aux deux autres Cours contractantes.

La déclaration de Sa Majesté Impériale et Royale touchant ses droits sur cette Starostie est de beaucoup anterieure à celle qu'Elle a faite par rapport aux autres Provinces revendiquées, ainsi que cela paroît par la lettre même de Sa dite Majesté annexée à la Note de la Delegation, où Elle declare formellement, qu'en consequence de son bon droit Elle compte retraire cette Starostie aussi bien que de traiter ensuite de l'arrangement et de la determination des frontieres respectifs moyennant une negociation.

13. Bilaga af Relation d:o Warschau den 22dra Augusti 1773. af N:o 101
Réponse ad 13:um.

Je dois être censé ignorer la Deduction, dont il est parlé ici, ne m'ayant pas été remise, ny acceptable peutêtre à cause des expression peu menagées à ce qu'on dit. J'ai de la peine à croire qu'on veuille encore mettre en doute dans cette Deduction la legitimité de la Possession actuelle de ma Cour après les preuves incontestables de ses droits, quoique vainement rapportés dans un tems, où la Republique ne se croyoit pas tenues à les ecouter. Quant a la somme hypothequée elle ne peut servir que d'un tres petit equivalent des pretentions de ma Cour, et de son dedomagement, attendû que pendant une jouissance de plus que deux siècles le revenû annuel excedoit la somme hypothequée et que dejà en 1436 dans un Congrès tenu à Koesmark entre Zbigné — Evêque

B. Beilage ad Relation
de Warschau den 22ten
August 1773 ad No 101
Reponse ad 13ieme.

de Cracovie et Jean Arche-
vêque de Strigonie, les
Hongrois refuserent pour
cette même raison de payer
la somme hypothequée,
disant que la Possession
du Comté de Zips (etoit)
par la République etoit
usuraire vû la modicité
de la somme hypothequée
comparée au revenû.
Cette somme evaluée à
37000 florins par le Vice
Chancellier Olszowski, qui
n'avoit pas besoin de l'exa-
gerer dans une lettre par-
ticuliere au Grand Chan-
cellier, se trouvera encore
moindre par sa juste eva-
luation selon l'Ordonance
du Roi Wenceslas, de l'an-
née 1407 c'est à dire cinque
ans avant la date de
l'instrument d'hypotèque,
et c'est par raport à cette
Ordonnance qu'il y est
dit: Monetae novae à
compter 80 Gros de Prague,
ou de Bohème /: ce qui est
absolument la même chose/
au Marc.

13 Beilage ad Relation d.d. Warschau den 22ten Augusti 1773 ad No 101
Réponse ad 13.

Ex Exemplari Tabularum Provincialium Regni Bohemiae No 507. Statutum Regis Wenceslai super moneta grossorum latorum, ut ad centum marcas argenti puri sexaginta quatuor marcae cupri addantur, et pro bonis nummis seu denariis ad centum marcas argenti puri 150 Marcae Cupri

datum 1407

Quant aux rentes arriérées ou trouvée dans la caisse, ainsi qu'aux autres effets de la Propriété de Mr le Prince Poniatowski Grand Chambellan de la Couronne, Sa Majesté Impériale et Royale et Apostolique les lui ferra remettre selon l'inventaire qui en sera fait à compter jusqu'au jour de la Prise de Possession.

Beilage ad Relation vdto Warschau den 22ten August 1773. ad No. 101

41

Note.

Le soussignéé connoit trop la grandeur d'ame et la Clemence de Sa Majesté l'Impératrice Reine, pour ne pas esperer, qu'elle daignera jetter un regard favorable sur les tres humbles demandes exposées ci après et contenant les dommages très-considérables, qu'il a soufferts depuis la prise de possession de la Starostie de Lips par les Troupes da Sa Majesté Impériale et Royale.

1) Il se trouve privé de toute une année de revenus qui importoit 16218 Ducats. La preuve en est, que cette Starostie a(été) été affermée pour cet somme pendant 4 ans à M de Gartenberg, qu'il a payé regulièrement tous les ans.

2) La note ci jointe qui a été présenté à l'administration autrichienne et sur laquelle la dite administration a donné un reçu, prouve les differents genres de dommages, que

Beilage ad Relation ddo Warschau den 22ten Augusti 1773. Ad No 101

42

le soussigné a essuyés quand cette Starostie a été prise en possession par les trouppes de Sa Majesté Impériale Royale, et qui montent a 12540 Ducats.

Ces deux article mis ensemble font la some de 28758 Ducats.

Et comme toute illustre Delegation de Sa Majesté le Roi de la République de Pologne, veut avoir la bonté de s'intercesser à faveur du soussigné, il se flatte que Son Excellence Monsieur le Baron de Reviczky en qualité de Ministre Plenipotentiaire de LL: MM. II: RR: a agreera cette juste instance et lui menagera une reponse gracieuse de Son Auguste Cour.

Le soussigné ne met rien pour l'enrolement et l'equippement de la garnison de Zips, qui a été pareillement prise par S. M. Imp. Rl. ce qui pourroit faire encore un article, qui vaudroit un millier de Ducats

Varsovie le 14 d'aout 1773

K. P. P. Poniatowsky

14. Beilage ad Relation ddo Warschau den 22ten August 1773. ad No 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

L'article V. du Traité projetté donne lieu de demander, que lorsqu'on en viendra de nommer des Commissaires pour la demarcation des limites de la part de Sa Majesté Impériale et Royale et de Sa Majesté le Roi et la République de Pologne, on ne nomme pas plus de Commissaire d'une part que de l'autre, que l'instruction, qui doit leur servir de règle, soit arrangée du concert des deux autres parties et que l'établissement des limites soit fait selon la justice et sans que la force y ait la moindre part et comme les trois Cours agissent d'un parfait concert au sujet de la cession de la part de la république des Provinces, qu'elles ont occupées, il seroit de même conveable, que lorsqu'on tirera les frontières entre (quelqu'un) quelques unes de ces trois puissances, il y ait un Commissaire de la part

14. Beilage ad Relation de Warschau den 22ten August 1773. ad No 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

de chaqu'une des deux autres Cours, qui soit présent à la formation des frontières, et qui soit admi à discuter les differences, s'il en survient.

Au nom de la Délegation

Antoine d'Ostrowsky
Évêque de Cujavie

Beilage ad Relation
ddo Warschau den 22ten
August 1773 ad No 101
ad 14

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

Réponse

Il n'est que trop juste, que lorsqu'on viendra à la nommination des Commissaires pour la demarcation des limites, on ne nomme pas plus de Commissaires d'une part que de l'autre et que les Commissaires Polonois recoivent leurs instructions de concert avec les deux Parties contractantes et qu'enfin l'établissement des limites soit fait selon la justice, et sans que la force y ait la moindre part.

Mais la présence des Commissaires des deux autres Cours seroit d'autant plus superflu, que les trois Cours agissant de bonne foi, sont suffisamment liées par leurs engagemens à l'observation de leur Convention et qu'Elles y sont trop interessées pour ne pas prendre Elles mêmes les mesures les plus convenable pour cet objet.

HAUS-HOF
UND STAATSARCHIV

15. Beilage ad Relation ddo Warschau den 22. August 1773. ad No 101.

Nous ne doutons pas tout comme que nous désirons que la present Traité soit garantie par ces mêmes trois Puissances alliées, ce qui dés à présent peut être assuré à Votre Excellence par LL: EE. des deux Ministres ses Collegues.

Au nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowsky
Evêque de Cujavie

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

15. Beilage der Relation
dd. Warschau vom
22ten August 1773
ad No 101.
qd 15

Réponse

On peut assurer dès à présent leurs Excellences et Messieurs le Délégués que les présentes Traités seront garanti par les trois Puissance contractantes, reciproquement, ainsi que chacun de leurs Ministre en fera foi.

48

16. Beilage ad Relation
ddto. Warschau den
22ten August 1773
ad No. 101

48

Comme on ne sauroit inserer in Extenso dans le present Traité tout ce, qui a rapport au comerce à l'avenir des deux Nations, nous demandons avec instance, qu'il y ait un article à part, qui assure, que tout ce, qui seroit arrangé et stipulé a cet égard avec la Cour Impériale et Royale par des Traités et Conventions separées, qui auront lieu plus tard, aura la même force et la même validité que si cela se trouvoit mot à mot dans le present traité.

Au nome de la Délegation

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cujavie

16. Beilage ad Relation ddo Warschau den 22ten August 1773.
ad No 101
ad 16

Réponse

Tout ce qui sera arrangé et stipulé à l'égard du commerce entre les deux Nations avec la Cour Imperiale et Royale par des Traités et Conventions separées, qui auront lieu plus tard, aura la même force et valeur, que s'il se trouvoit mot à mot inseré dans le présent Traité.

17. Beilage ad Relation vdo Warschau den 22ten August 1773. ad No 101

50

Fondés sur toutes les Déclarations anterieures des trois Cours nous insistons, qu'il y ait un article séparé, dans lequel il seroit stipulé, que ce Traité n'aura sa valeur, que lorsque la forme future du gouvernement republicain de la Pologne, ainsi que tout ce qui y est relatif, sera arrangé et reglé par l'Entremise et sous la garantie des trois Puissance alliées pour rendre la Nation heureuse et tranquille.

Au nom de la Délégation

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cujavie

51

17. Beilage zur Relation d. d. Warschau den 22ten August 1773 ad No. 101 ad 17.

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

51

Réponse

Les vues vraiment patriotiques, qui font insister la Délégation avec tant de soin, sur ce qu'il y ait un article séparé, dans lequel il soit stipulé, que le Traité de Cession n'aura sa valeur, que lorsque la forme du future gouvernement républicain de la Pologne sera arrangé et reglé par l'entremise, et sous la garantie des trois Puissances contractantes, pour rendre la nation heureuse et tranquille, seroient très conformes au désir de ma Cour, soigneuse de retablir l'ordre et la tranquillité dans ce gouvernement et de procurer le bonheur de cette Nation par une legislation sage et solide, s'il étoit compatible avec sa dignité d'assujettir un tracte à des conditions fait pour le recouvrement de ses droits

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

17. Beilage der Relation des Marschall vom 22ten August 1773 ad No 101

et de le faire dependre d'un evenement future. En échange les Declarations formelles et reiterées remises par les Ministres des trois Cours et l'article à inserer dans le premier Traité de la forme et teneur communiquées en dernier lieu par Son Excellence Monsieur le Marechal de la Confédération sont des garants suffisans de l'interet, que prennent les trois Cours contractante à la future forme du gouvernement à arranger par leur entremise.

18. Beilage zur Relation von Dto Warschau den 22sten August 1773
ad No 101

Enfin nous stipulons, comme une condition essentielle et indispensable par un article séparé également assuré par la Signature LL: EE: les trois Ministres Plenipotentiaires, que quinze jours après la ratification des tous les differents Traités et par conséquent de la conclusion de la Diète actuelle toutes les Trouppes étrangères des trois Puissances sortent entièrement des limites des Etats de la Republique de Pologne, sans pouvoir y rester plus longtems, ni entrer jamais à quelque titre ou sous quelque pretexte que ce soit.

Au nom de la Délégation

Antoine d'Ostrowski

Evêque de Cujavie

18. Beilage ad Relation d^o Warschau den 22ten August 1773
ad No. 101
ad 18vum

Réponse

La sortie des trouppes étant une suite naturelle de la conclusion des Traités et de la Pacification de la Pologne deux objet principaux de la présente Diète, je n'ai nulle difficulté de promettre l'accomplissement en entier de cet article sauf la requisition préalable à faire au Gouvernement pour l'entrée des troupes en cas de besoin.

19. Beilage ad Relation d.o [illegible] den 22ten August 1773.
ad No 101

55

Avant que de passer au dernier article du projet communiqué pour le Traite et relatif à la future ratification, nous ésperons que nos demandes reciproques pour les articles, que nous croyons indispensablement devoir être ajoutés au present Traité, soient examinés, discutés et reçu, nous les presentons dans les feuilles suivantes.

Au nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cujavie

56

Beilage ad Relation des Marschen den 22sten August 1773.

ad No 101

Ad 19 et 20mum

SC

Réponse.

1) Quoique la Russie rouge soit regardé comme dependante de la Couronne d'Hongrie, il ne s'ensuit nullement, qu'elle soit gouvernée selon les loix et la forme du gouvernement de la Hongrie. Tant d'autres pays dependants de la même Couronne sous la Domination de la Serenissime Maison d'Autriche ne sont point gouvernés comme la Hongrie proprement dite et ont des loix et une forme de gouvernement particulières. D'ailleurs l'autorité Souveraine ne se laisse point prescrire des loix, mais elle en donne a chacun de ses Etats selon ce que lui dicte la sagesse de la legislation convenablement à la sureté et à la felicité de ses peuples avec les raports au bien de toute la Monarchie.

Si les nouveaux sujets de la Cour Imperial et Royale ne seront point

Beilage ad Relation vom Kaunitz den 22ten August 1773.
Ad No. 101

gouvernés selon les loix hongroises, ils n'en seront pas moins sous un gouvernement heureux tel que celui de tous les meilleurs sujets de Leurs Majestés Impériales et Royales.

2) Le sort des possesseurs actuels des Starostie et autres biens Royaux est connû par differentes lettres patentes émanées du Gouvernement de Leopol, et ce sort etant pur effêt de la (libal) liberalité de Sa Majesté Impériale et Royale et Apostholique sans donner un droit au possesseur il ne peut rien être stipulé a ce sujet dans le présent Traité, sauf le titre que pourra se faire un chacun d'aspirer ulterieurement à la generosité si connue de Sa Majesté Impériale et Royale.

La grace, dont j'ai porté moi-même la demande au pied du Trône Impérial pour Mr. François Richter decedé en dernier

Beilage ad Relation vd. Warschau den 22ten August 1773. ad No 101

lieu, dependant pareillement d'une Resolution gratuite de ma Cour je ne puis que me reserver l'honneur de faire part en son tems a Vos Excellences de la Reponse, que j'en aurai reçue.

3) Les possesseurs actuels auront la liberté de vendre leurs terres dans un tems convenû entre les Cours avec exemption de la Traite foraine.

4) La sortie d'argent etant prejudiciable à tout pays, les citoyens tant ecclesiastiques que Seculiers, qui auront toutes leurs possession ou du moins la plus grande partie sous la Domination autrichienne, ne pourront point vivre sans une permission expresse de la Cour hors des pays de la dite Domination. Tous les autres qui sont dans un cas contraire à celuicy, ou que leur charge actuelle attache indispensablement à la Pologne, ne seront pas

Beilage ad Relation
dd^o Warschau den
22sten August 1773.
ad N° 101

assujetis à la même obligation sauf le pouvoir de ma Cour de faire des arrangements à leur égard qui seront les moins prejudiciables aux Etats autrichienne.

5) Le contenu de ce point sera accordé en plein moyennant une parfaite reciprocité de la part de la République, ce qui s'entendra aussi de toutes les dettes en general de quelle nature qu'elles puissent être, et il sera nécessaire d'établir à cet effêt des Commissions chargées d'examiner l'état des dettes respectives des deux Etâts, et d'en faire le bilan, pour que les dettes reci(pro) proques soyent payées de part et d'autre avec une parfaite égalité, et que les creanciers Polonois ne puissent pretendre à l'aquittement de leur prêt, qu'à mesure que (leur prêt) les dettes seront aquittées aux créanciers autrichienne; autrement la justice

Beilage zur Relation No. Warschau den 22sten August 1773. ad No. 101

60

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

surtout en fait des dettes liquide etant chez nous prompte et expeditive, elle ne serviroit qu'à frustrer nos propres creanciers par l'impuissance des sentences des Tribunaux Polonois souvent sans vigueur et sans execution.

6). Les sentences des Tribunaux Polonois portées avant la prise de possession de Leurs Majestés Imperiales et Royales contre leurs nouveaux sujets seront mis en execution, sauf le droit d'appel et de revision de procès en faveur des requerans.

7 et 8) Les demandes suivantes contenues dans les No. 7 et 8 pouvant être necessaires pour la tranquillité des Etats de la Republique pourront être stipulées et inserées même dans les Traités de Cession si les deux autres Ministres des hautes Parties contractantes y consentent.

9) Tous les droits de la Souveraineté dans les

Beilage ad Relation No. Warschau den 22ten August 1773.
ad No 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

Provinces revendiquées competant et appartenant à Sa Majesté Impériale et Royale depuis le jour de sa prise de possession, la demande faisant l'objet du No 8 ne peut avoir lieu que tout au plus jusqu'à ce terme.

10) Quant au dernier article de cette Note on pourra stipuler soit dans un article à part, soit autrement, tout ce, qui peut regarder l'arrangement profitable aux deux Etats touchant le cours de monnoyes et especes respectives.

62

W. Beilage ad Relation
de Warschau den
22ten August 1773.
ad No 101

62.

À l'exemple de tous les Traités anciens et modernes lorsqu'il s'agit d'une Cession des pays, il nous est permis de stipuler pour le sort avenir des provinces et leurs habitants, qui passent sous la Domination d'autre Puissances, c'est ce que nous renfermont dans les articles suivants.

1) Que le gouvernement futur des provinces occupées, soit selon des loix d'Hongrie, puisque c'est ce couronne qui prétend y avoir droit excepté Zator et Oszwiecim, qui rentrent à la Silesie, et que les privilegues de la Noblesse et des Villes soient conservés

2) Que les Starostiè et autres Biens Royaux restent à vie durant aux Possesseurs modernes avec l'ancien droit nommé quarta et que l'on restitue, ce que l'on a pris aux Starostes actuels de restant dans les dits biens aussi que les

20. Beilage ad Relation dd^o Warschau den 22sten August 1773. ad N° 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

prétensions à la Marge des paisans et comme la Starostie de Nowotarg a été acheté par feut François Richter Podstoli de Cracovie de la defunte Princesse Radziwil Palatin de Vilna grande Général de Lithuanie, la somme considérable pour l'achat et les depenses pour en augmenter considérablement les revenus ont tellement derangé ses affaires, qu'il a laissé beaucoup d'enfants sans Bien, en vue de ces circonstances il avoit obtenu avant l'occupation des provinces l'agrement du Roi pour ceder cette Starostie pour son fils Casimir, il ne fit pourtant pas la cession, a cause, que peu de tems après survint de changement de Domination et accablé du chagrin, il mourut il y a plus de 15 jours, c'est pourquoi nous prions par le moyen de Votre Excellence que Sa Majesté Imperiale

ad Beilage ad Relation
de Warschau vom
22sten August 1773
ad No. 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

et Royale ait des justes égards de Compassion pour les susdit Casimir Richter et qu'Elle lui permette de jouir sa vie durant de cette Starostie ou au moins qu'elle lui fasse rembourser la somme, que son père a payé pour l'achat de la Starostie, pourque par ce moyen il puisse affranchir des dettes ses Biens et ceux des ses frères.

3) Que les Citoyens de Pologne, qui auront des Biens dans les pays occupées puissent jusqu'au temps, qui sera concerté, vendre leurs Biens sans payer des droits de vente.

4) Que les Citoyens Eccles. et Seculiers, qui auront des Biens tant en Pologne, que dans le pays occupées ne soient pas obligés à l'hommage territorial, qu'il ne soit pas empêché de rester en Pologne, de s'y faire des merites, par les dignités ou les emplois, qu'il possedent

20. Beilage ad Relation dd. Warschau den 22sten Augusti 1773.
ad No. 101

65.

ou qu'ils pourront acquépir, et qu'ils puissent dépenser les revenus des Biens, qu'ils auront dans les pays occupés là où ils le voudront.

5) Que les Citoyens Polonois, qui ont des sommes hypothèques sur des Terres passées sous la Domination de Sa Majesté Impériale et Royale et veulent les retirer, n'en soient pas empêchés au contraire en cas que leurs creanciers ne leurs pas soit exacte, qu'ils obtiennent toute la justice, qui leur soit due.

6) Que les sentences, portées dans les Tribunaux de Pologne avant l'occupation des provinces contre des Cytoyens, qui n'ont des Biens, que dans le pays apropriés au sujet des dettes ou autre affaire soient mis en execution sans delais, par les Jurisdictions de Sa Majesté Impériale Royale

20. Beilage ad Relation des v. Wroblfau den 22sten August 1773. ad No. 101

7) Qu'à l'avenir on ne fasse plus de recrues en Pologne sous aucun pretexte, qu'on n'exige plus de livraisons en aucune manière, qu'il soit permit d'acheter reciproquement les munitions de guerre en tems de paix, et qu'il soit libre aux habitants de passer d'un pays à l'autre.

8) Qu'il y ait un arrangement perpetuée au sujet des procés civils et criminels entre les sujets des deux Etats.

9) Que les revenus de la République quelqueconques trouvés en depots dans les Bureaux lors de la prise de possession les arrerage anterieures à cette prise de possesion, et les revenus courants depuis l'occupation jusqu'à ratification du Traité soient exactement rendu à la Rebublique, par les personnes, qui les administrent actuellement par

20. Beilage ad Relation d^o^-Warschau den 22ten August 1773.
ad N° 101

l'ordre de la Cour Imperiale Royale.

10) Il faut fait un article à part au sujet des Cours reciproques d'especes des Puissances contractantes dans leur pays.

S'il suvient encore quelques circonstances, qu'il faille representer outre les points ci dessus, la Delegation se reserve le pouvoir de le faire à Votre Excellence avant qu'elle ait fait réponse aux points ci-dessus.

Au Nom de la Delegation

Antoine d'Ostrowski
Evêque de Cujavie

21. Beilage ad Relation No Vierzehn den 22sten August 1773. ad No 101

68

R.

La Delegation en remettant a V. E. ses demandes comprises en vingt points, auxquels il doit être fait réponse avant que la Cession des pays de la Republic occupés par S. M. Imp. et Roy. soit signée, s'est reservée le pouvoir de faire encore avant le jour de demain de representations à V. E. si le cas l'exigeoit et en consequence non obstant ses représentations deja faites, que tout ce, qu'on a trouvé de restant dans les Biens Royaux, de même que les revenus à compter jusqu'à la Ratification du Traité present soit remis a ceux, qui ont été possesseurs de ces Biens Domaniaux de S. M. le Roi communique à V. E. la Specification de tout ce, que le Trésor du Roi peut reclamer avec justice provenant tant des Salines, que des Biens domaniaux soumis

21. Beilage ad Relation ddo Warschau den 22sten August 1773.
ad No. 101

à la Domination de Sa Majesté Impériale Royale, et comme elle ne peut, que se promettre une réponse favorable, Elle vous prie de la donner incessamment.

Au nom de la Délégation

Antoine d'Ostrowski
Évêque de Cujavie.

Beilage ad Relation
No. Wrotschau den
22sten August 1773.
ad No. 101

ad 21

70.

Réponse

Je repete ici simplement ce que j'ai dit plusieurs fois cydessus a sçavoir que tous les arrérages seront remis à compter jusqu'au jour de la Prise de Possession. L'inventaire joint à cette Note, ou un autre semblable a deja été anterieurement envoyé par moi en Cour, ainsi que j'y enverrai encore celui-cy pour plus d'exactitude.

71

II. Beilage ad Relationem de Warschau den 22sten August 1773.
ad N° 101
Reponse à la suite des representations de la Delegation sur le Projet du Traité de Cession depuis N° 4 jusqu'à N° 21.
ad 4 et 5tum.

71

Reponse

La gradation progressive des demandes contenues dans ces deux articles montre clairement, combien peu la Delegation ellemême se croyoit fondé dans ses espérances au sujet de la restitution des Salines de Wielicka et de Sambor. Je passe donc simplement et sans m'arreter sur l'incompetence de cette demande, ainsi que sur celle du remboursement des dettes et interets assignés sur les dites Salines incompatible avec la proprieté absolue et exemte de toute charge de la Cour Imperiale et Royale, laquelle ne pourra point entrainer

11. Beilage ad Relationem ddo Warschau den 22 ten August 1773.
ad No 101.

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

la ruine de creanciers, vû que la compensation des revenus Royaux supplée-ra en entier au fonds perdûs par la privation des Salines. Il en est de même du Suchednowa, où les sels four-nis gratuitement aux Pa-latinats, toutes obligations et conditions, qui pouvoient lier les Rois de Pologne en-vers ses sujets devant na-turellement cesser par le changement d'une nouvelle Domination.

Pour ce qui est des arrerages trouvés lors de la prise de possession de Sa Majesté Imperiale Roy-ale, Aposthstolique ils se-ront fidelement remis à Sa Majesté le Roi de Po-logne.

Il y a plus d'un païs heureux en Europe sans avoir du sel de son crû, mais si cette perte pouvoit exciter les regrets

II. Beilage ad Relation d° Warschau den 22. August 1773 ad N° 101

citoyens Polonois, il n'en seroit pas moins vrai, que les sujets de la Republique pourront avoir les mêmes sels à un prix plus modique que ne l'ont peutêtre la plus part d'autres sujets en Europe, et qu'outre ce bon marché pour les parti_culiers l'Etat y trouvera encore son compte pour fournir à une Regale très considerable.

J'ai declarés en d'aut_res occasions, et declare encore sur des assurances positives, que j'ai recu à ce sujet, que vû le debit present on pourra toujours avoir avoir le sel chez nous au prix qu'il s'y debit actuellement sur les lieux et qu'à proportion plus grand debit on pour_ra l'avoir encore à meil_leur marché. Les autres facilités et avantages à procurer à l'Etat et au sujet de la Republique

seront

//. Beilage ad Relation
d^do Warschau den
22ten August 1773
ad No 101

HAUS-HOF UND STAATSARCHIV

arrangés et stipulés de la manière la plus souhaitable pour les interêts de la Pologne dans un Traité ou Convention séparée de la même force et valeur que le present Traité.

Pour ce qui est de la pretension, que pourvoient avec les Princes Lubomirski sur les dites Salines, l'Etat de la Republique, renoncant à ses droit, les droits quelsconque des particuliers sont compris a plus forte raison dans cette renonciation et ils ne scauroient être soutenûs dans une Monarchie, où toutes les Salines du Royaume forment une Regale reservée au seul Souverain.

Du reste je ne puis que repeter icy, que le terme fixé pour la conclusion des Traité de Cession ne permet plus aucune representation particulière

Beilage ad Relation des Wrechsen den 22sten August 1773 ad No. 101

75

à faire directement à ma Cour pour en recevoir des nouveaux ordres, dont l'attente causeroit necessairement un retardement dans l'arrangement final et definitif.

1.

Extract

Der jährlichen Einnahmen sowohl als auch der Remanenten
Auf den Werken zu Wieliczka an Szybiker Salz

			fl.	Gr.
537	große Stücke à 3 Faß zusammen Fässer	1611		
4068	Kleine d[itt]o à 1 " "	4068		
	Fässer in Natura	8937½		
	Summa	14616½		
	à 35 fl. 24 Gr.		523270	21
	An grüne Fässer			
2581	Große Stücke à 3 Faß zusammen	7743		
1858	Kleine " à 1 " "	1858		
	Fässer in Natura	1602		
1	Faß Cristall-Salz Summa	11203	374927	2
	"		110	
	An contanti		3189	28.14¾
	In ausstehenden Debitis		97784	25.10¾
	Auf den Bochnier Werken ist restirt			
24	Faß Bochnier à 35 fl. 24 Gr.		895	6
	am Contanti		33103	27.9
	In ausstehenden Debitis		3622	1.6
	Suma		1,036,867	22.4½
	Die jährliche Einnahme von den Werken zu Wieliczka und Bochnia beträgt		1,930,728	
	Summa		2,967,595	22.4½
	In der Oekonomie Sambor.			
	Zu den Remanenten aus Holz, Eisen, Pottasche und andern Materialien, so in der Tabelle des Herrn Struß(?) K.K. Commissaire vom 1sten Dezember 1772 angesetzt befindlich sind die an Ort und Stelle müssen taxirt werden noch ult. Juni 1772 restirt in Contanti		66413	22.15
	In ausstehenden Debitis		139,580	20.9
37508	Faß Sambor Salz, so durch Ablagerung(?) dieser Economie nicht sind defluctirt worden à 18 fl. d. Faß		675144	
	Summa		881,138	13.6
	Die jährliche Einnahme beträgt		720,000	
	Summa fl.		1,601,138	13.6

2.

In der Krakauer Wielkorzady und der Economie Niepolomice.		
Vor unterschiedliche Reparatur im Krakauer Schloß ist auf Befehl des K. K. Commendanten von den Revenüen aus Wielkorzady verwendet worden – – – – – – – – – –	2497	
Ingleichen ist auf dessen Befehl, vor Bretter, Tische, Stühle, Schlösser und Vorlegschlösser an den Schlössern, Tischler von diesen Revenüen bezahlt – – – – – – – – – – – –	752	23
Wegen den gezogenen Cordon der K. K. österr. Truppen ist an Gefällen und aus den Gütern der Wielkorzady und der Oekonomie Niepolomice gehörigen Zinsen und Abgaben davon nichts abgetragen – – – – – – – – –	60181	13. 10 3/4
Suma d. Rem.	63,431	6. 10 3/4
Die jährliche Einnahme von den Wielkorzady und der Oekonomie Niepolomice nach Abzug der Einnahme von denen Gütern, so davon restirt, beträgt – – – – – – – –	222125	
Summa	285556	6. 10 3/4
In der Oekonomie Sandomir		
Die jährliche Einnahme von denen im K. K. österreichischen Cordon eingezogenen 4 Schlüsseln genannt Tuszow, Ranczow, Niskow und Zarzyce beträgt – – – –	123,000	—
Vor das verflossene 1772er Jahr ist von den Revenüen in die Vice-Administrations-Casse an Contanti restirt, [illegible] Kopfgelder, bei den Juden, so die Wirthshäuser gehalten – – – – – – – – – –	1599	
Summa	125771	
Repetitio		
Der jährliche Einnahme sowohl als die Kammeranten auf den Salinen zu Wieliczka und Bochnia – – – – – –	2,967,595	22. 4½
In der Economie Sambor – – – – – – – – – – – – –	1,601,138	13. 6
In der Ditto Niepolomice und Krakauer Wielkorzady – – – – – – – – – – – –	285,556	6 10¾
In der Economie Sendomir	125,771	
	4,980,061	12. 3¼

3.

fl. | gr.

In Ansehung aber aller andern Remanenten, so auf den
Zuppen zu Wieliczka, Bochnia, Sambor ingl. in den Econo-
mien von Wilkorzady, Niepolomice, Sambor und Sen-
domir geblieben, als zu Holz vor die grosse Salzgefässe
und das Kupfer, so unter der Niederlage stehen, vor die
Erbauung eines neuen Schuppens in Niepolomice, ingl.
der Salz-Niederlage zu Przykop, und von allen Ge-
räthe und Materialien, so auf den Zuppen und Nieder-
lage geblieben, aller Vorrath, Instrument, Wirthschafts-Ge-
räthe, Inventarien-Stücke, Vieh und Pferde, alles Bau-
Geräthe so in Bauschuppen befindlich gewesen und überge-
nommen worden, da aber während der Regierung Ihro
Königliche Majestät angeschafft worden sind, ist dem Kö-
nige vermög der Constitution 1768 fol. 162 die Bonifi-
cation zugesichert und festgesetzet worden, weshalb diese
Remanente durch Commissarien von beiden Seiten an Ort und
Stelle untersucht und verificiret werden müssen.

Welche obenbenannte Salzremanente aus die-
sem Grunde durch eine Constitution zugesichert worden, wei-
len Ihro Majestät die Remanente nebst dem Absterben
des höchstseligsten Königs Augusti III dem Hause Sachsen
durch S. E. dem Herrn Kron-Gross-Schatzmeister Grafen
von Wessel vorgläufig bonificiret und bezahlet hat

82

1773 N. 101

Lewitzky

August 1773
Relation aus Warschau.
ad No 101

83

76

D. Aus obiger Vorsichtigkeit erhellet unter anderen das Mißtrauen der Polen wegen der Gränz-Sache überhaupt. Sonderlich aber sind sie wegen der final Demarkation bekümmert, wie solches der 6.te Punkt ihrer Vorstellungen genugsam zeiget. Ich habe es dahero auch nicht gewaget, mich in meiner Antwort in einige Erläuterungen hierüber einzulassen, um alle verfänglichen Discussionen zu vermeiden, welche einiges Aufsehen bei dem Russischen Minister hätten erwecken können, der in dieser Sache sehr aufmerksam und scrupelhaft zu sein scheinet und immer die strengste Beobachtung der Conventions Gränzen von seinem Hofe anzuführen. Gleichwohl habe ich einigen vertrauten Delegirten einen kleinen Vorgeschmack von dem wahren Umstand der Convention in Ansehung unserer Gränzen gegeben, bloß um sie auf eine denen polnischen Gränz Commissarien zu ertheilende

August 1773.
Relation aus Warschau
ad N° 101

minder eingeschränkte Instruction vorzubereiten.

E.) bei Regulirung der Kön. preussischen Gränzscheidungen mit der polnischen Comission, werden sich allem Ansehen nach grosse und vielleicht langwierige Schwierigkeiten ereignen, wofern Seine preuss. Majestät Ihre Gränzen erweitern und dieser Ausdehnung einen gegen die Convention streitenden Sinn werden beilegen wollen.

Euer fürstlichen Gnaden hohem Befehl gemäss habe ich dem Herrn Benoit gelegenheitlich und auf eine schickliche Art bemerken lassen, wann der König sein Herr wegen seiner desfallsigen Absichten in ein näheres Einverständniss mit uns getretten wäre, und für meinen Traktat sich zur nachdrücklichen gegenseitigen Unterstützung, welche er für den seinigen angesucht, bereit bezeigt hätte, so wäre es vielleicht nicht schwer gewesen

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No. 101

mit vereinigten Schritten den russischen Hof zu einer gefälligen Nachsicht zu vermögen. Herr Benoit hat mir auch eingestanden, daß er für seine Person in der nämlichen Meinung stünde, daß er die aus der Hand gelassene Gelegenheit bedauerte, daß aber der König sein Herr ihm nie etwas von einer solchen gegenseitigen Begünstigung geschrieben hätte.

F.) Nach der Äußerung des Herrn Benoit wird übrigens sein Traktat der nämliche sein, dessen Entwurf von dem Herrn von Edelsheim Euer fürstlichen Gnaden zu seiner Zeit mitgetheilt worden, mit alleiniger Abänderung des zweiten Artikels, als welcher nach den eigenen Conventions-Gränz-Benennungen eingerichtet werden muß.

Dem Befugniß der Kön. preuß. Werbung und der Aufhebung der Emigranten hat Herr Benoit schon entsagt, und zwar durch die Cassirung gewisser Artikel des Welauischen

August 1773.
Relation aus Warschau
ad. No. 101

Traktats, vermöge welchem
man preussischer Seits die-
se Rechte herleiten wollte.

G.) Sonsten haben
nur die Delegirte annoch
angenommen, und dürften
vielleicht ferner darauf drin-
gen, dass der Republik
Pohlen ihre übrig bleiben-
den Länder und Besitzun-
gen von allen dreien Mäch-
ten garantiret werden
möchten.

Da aber dieses Be-
gehren von Wichtigkeit ist,
so habe ich aus Mangel
Euer Fürstlichen Gnaden
hoher Befehle hierüber
mich [illegible] keine ent-
scheidende Antwort ausgelas-
sen.

Freiherr von Stackel-
berg ist seiner Seits zur Be-
willigung dieser Gewährleis-
tung bevollmächtigt und
sogar mit der Form eines
darnach abzufassenden Ar-
tikels versehen im Fall die
zwei mit contrahirenden
Höfe sich zu einer gleichen
einverstünden.

H.) bei der Frage
wegen der Zurückstellung

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No 101

Derjenigen Einkünften, der
Republik und der königlichen
Güter, welche in den Cassen
bei der Besitznehmung der
revindicirten Landen vorge-
funden worden, hat die De-
legation von mir zu wissen
verlangt, bis auf welchen
eigentlichen Tag diese Zu-
rückstellung geschehen werde:
nämlich nach der Delegirten
ihrem Ansinnen bis auf den
Tag der Unterzeichnung
des Cessions-Tractates, oder
auf meine hierauf erhaltene
ganz abschlägige Antwort
bis auf den Tag der wirkli-
chen Besitznehmung und
ergangenen Universalien
oder bis zu dem denen Pohlen
unbekannten Tag der Un-
terzeichnung der Petersburger
Convention?

Auch hierauf aber
habe ich mich annoch auf
keine bestimmte Art geäu-
ßert. Freiherr von Stackel-
berg hingegen ist gesinnt,
den Tag der publicirten Be-
sitznehmung für den Termin
der Zurückstellung obbe-
sagter Arréragen festzusetzen

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No. 101

88

87

P.S. In Betreff des
Pfandschillings für den
Zipser Distrikt hoffte ich
zwar mittelst meiner auf
den 13ten Punkt der pol-
nischen Vorstellungen ab-
gegebenen Antwort, alle
Schwierigkeiten fast über-
stiegen zu haben; Inzwi-
schen wollen doch einige
gutgesinnte Pohlen mich
überreden, daß eine solche
ganz uneingelöster Zurück-
nehmung von Zips in der
Folge der Zeiten unserem
allerhöchsten Hof nachthei-
lig sein könnten, indem
ihrem Vorgeben nach die Zu-
rückgabe von Zips nicht für
rechtlich angesehen werden
würde, solange denen damit
verknüpften Verbindungen
der Heimzahlung kein Ge-
nüge geschehen. Sie sind
dagegen der Meinung, daß
die Bezahlung und Annehm-
ung einer noch so kleinen
herabgesetzten Pfandschil-
lingssumme in künftigen
Zeiten allen ferneren pol-
nischen Ansprüchen und Rec-
lamationen vorbeugen wür-
de

August 1773.
Relation aus Warschau
ad N.o 101

Der Kronkammer-
herr Fürst Poniatowski
hoffet zwar noch immer von
der Gnade allerhöchst Ihro
Kais. Kön. apost. Majestät
einige Entschädigung für
die Zipser Starostei zu er-
langen, indessen sucht der-
selbe dermalen bloß um die
Zurückbezahlung der vorrä-
thigen Gelder, und andern
bei der Besitznehmung daselbst
vorgefundenen Effecten
an. etc.

K. Um nun auf den
Inhalt des P.ti Stum Euer
fürstlichen Gnaden hin-
gangs berührten gnädigsten
Zuschrift zu kommen, so
ist der von dem päbstlichen
Herrn Nuntius verfaßte
Aufsatz die Religions-Ange-
legenheiten betreffend, in
welchem der Herr Nuntius
gar zu viele gegen die frei-
e weltliche Gerichtbarkeit
der Regenten streitende
Gegenstände hat einfließen
lassen ganz außer dem
Tracktat geblieben; Und
habe ich mich begnügt auf
den 8ten Punkt der

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No 101

diesfälligen Begehren der
Delegation auf eine in An=
sehung der Immunitäten
Privilegien etc. der Katho=
lischen Geistlichkeit der al=
lerhöchsten Souverainité
unnachtheilige Art zu (an=
werfen) antworten. Dem
Herrn Jaramski hingegen
habe ich die Unschicklichkeit
seines angesonnenen Aufsat=
zes jedoch auf eine freund=
schaftliche Weise einsehen
lassen, bin aber von dem=
selben auf das feierlichste
versichert worden, wie er
damit im geringsten keine
schlauen Meinung, denen
allerhöchsten Rechten vor=
zugreifen, verbunden, son=
dern die Einschaltung dieses
Aufsatzes in dem Traktat
blos in der Absicht gewün=
schen hätte, damit die zwei
andern Höfe sich zu gleichen
Verbindungen zum Besten
der Religion und der Katho=
liken einzuverstehen be=
wogen sehen möchten.

Zum Vortheil der
Dissidenten ist von denen
Delegirten kein Ansinnen an

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No 101

mich gebethen und habe ich
also auch um so lieber blos
auf den letzteren ihrer Requi-
sition geantwortet.

Dem Freiherrn von
Stackelberg und Mr Be-
noit habe ich erklärt, daß
die Religions-Vortheile ge-
genseitig seien und mit den
von bei uns befindlichen
Dissidenten nach Maß ver-
fahret werden würde, als
in denen neu aquirirten ru-
ßischen und preußischen
Staaten mehr oder minder
günstige Bewegung gegen
die Katholiken statt fände
&c.). Dem Herrn Gra-
fen von Pergen habe ich be-
reits mit dem schriftlichen Er-
suchen angegangen mich mit
allen möglichen Nachrichten
Kenntnissen und Belehrungen
sowohl überhaupt zu Aufsu-
chung der vorhandenen zwi-
schen unseren neuen Besitzun-
gen und Pohlen zu errich-
tenden nützlichen Handlungs-
Zweigen, als vornehmlich über
die Einrichtung des künftigen
Salzverschleißes, wegen
welchen die geheimen preußi-
schen

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No. 101

83

Unterbauungen allhier
fortdauern, versehen zu
wollen.

August 1773.
Relation aus Warschau
ad No. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

86.

werden könnten, allwo
die Preußen verbunden
wären selbe zu überraschen,
wenn besagter König das
Eigenthum dieses Distriktes
behauptete unsere Waaren
nicht einmal bis nach Thorn,
ohne in preußische Hände
zu fallen geführt werden kön-
nen. Es scheinet auch als ob
diese Betrachtung nicht der
kleinste Beweggrund sei, wa-
rum seine preuß. Majestät
so eifrig auf den Besitz des
benannten Bezirkes bestehe.
[illegible]

IIIII Beilage ad Relation de Warschau den 22sten August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

87

Auszug

eines Schreibens aus Thorn vom 11ten August 1773.

Jetzt ist die Zollkammer an der Weichsel bei Jordan unterhalb Thorn, welche jetzt unter preußischer Hoheit, eine wahre eigentliche Haupt-Zollkammer, da sie unter polnischer Hoheit bloß in späteren Zeiten lediglich eine Controllkammer von der uralten Weichsel-Haupt-Kammer zu Nieszawa, die oberhalb Thorn liegt, gewesen. Aus bloßer Bequemlichkeit und leichter die heraufkommenden Schiffe und Flöße in Nieszawa abgefertigt werden durften, damit die Kontroll Kammer zu Jordan dergestalt, daß wer in Jordan bezahlt hatte nichts weiter in Nieszawa zu bezahlen hatte, so wie die welche in Nieszawa bezahlten, nichts in Jordan zu bezahlen hatten und daher nur in Jordan

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

///// Beilage ad Relati-
on de Warschau den
22sten August 1773 ad No 101

zum beweis, man habe den
Nieszawaer Zoll nicht verfahren,
die Quittung von Nieszawa
aufgewiesen ward. Solange
demnach unter einem und dem-
selben Herrn, dem Könige und
der Republik Pohlen, Fordan
und Nieszawa war, so wur-
de nur immer ein Zoll in
Nieszawa oder Fordan be-
zahlt: anjetzt aber da For-
dan an den König von Preu-
ßen und Nieszawa an Polen
gehöret, so wird, wenn
Preußen die Fordaner polni-
sche Kontroll-Kammer zu
einer preußischen Haupt-
Zoll-Kammer macht, ein
zweifacher Weichsel-Zoll so-
wohl in Fordan, als in Nie-
szawa bezahlt, und wenn
man nur dazu rechnet,
das ohnedem preußischer seits
sowohl im Danziger Hafen
und bei den angestellten ac-
cisen um Danzig herum
als auch im Pillauer Hafen
und im Fahrwasser von El-
bing nicht ein Geringes an Zoll

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV. (89)

///// Beilage ad Relation d[e] Warschau den 22ten August 1773.
Ad No 101

einnimmt, so, wenn Preu-
ßen noch weiter in Fordan
Zoll nimmt, wird die nach
und von Pohlen gehende Wa-
re allein der Preußen mit
einem vierfachen Zoll ge-
nützet, da Polen überhaupt
nur einen in Nieszawa
und dies von jeher hat, diese
preußische Zölle aber alle
erst ganz frisch sind, daß der-
gestalt wenn einmal sowohl
im Danziger Hafen das
Pfahlgeld, oder wenn es da-
zu kommen sollte ein gewiß
es jährliches von Preußen
angesetzt werden, und aber
so in Pilau einmal der preu-
ßische Seezoll entrichtet wor-
den, da die Weichsel und
Nogat und Haf in dem künfti-
gen polnischen Preußen, und
auch an den Königen von Preu-
ßen gehören, weiter nir-
gends weder in Elbing, noch
in Danzig herum, noch in
Fordan, noch sonsten das
geringste mehr entrichtet

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

||||| Beilage zur Relation d.d. Warschau den 22sten August 1773 ad No. 101

werden sollte, und aus oben
angeführten Gründen, vor-
nehmlich Jordan anjetzt
ganz und gar keine Kam-
mer mehr haben dürfte,
wenn ungleich die Pohlen
auf der Kontroll-Kammer
zu Jordan um wegen der
Entrichtung auf der Haupt-
Kammer zu Nieszawa sicher
zu sein, halten und benötig-
ten falls das Gehörige ent-
richten müssen, so hat doch
nie kein preußischer [illegible]
Kaufmann oder Schiffer sich
in Jordan halten noch was
zahlen dürfen, weil die
Lande Preußen durch das
Privilegium Culmense,
mit welchem solche fundirt
und angebauet worden, von
allem und jedem Zoll zu Wasser
und zu Lande auf ewige
Zeiten frei erkläret wor-
den und über 500 Jahre lang
sich dergestalt zollfrei bis
auf den heutigen Tag erhal-
ten haben, wie dem auch noch
Kaiser Friedrich der III Kurz

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV

Beilage ad Relation de dato Warschau den 22sten August 1773 ad No 101

Kurz vor der veränderten ersten Regierung a 1452 den Landen Preussen solche und andere Freiheiten bestättigt hat, und mit solchen Preussen an Pohlen sich ergeben und auch solche feierlich erhalten bekommen hat. Diesem zu Folge, da Thorn die älteste und erste Stadt in Preussen, selbst oberhalb Jordan gelegen ist, hat diese Stadt dennoch nie bis zu den 13ten September 1772 die geringsten Zoller in Jordan so wenig als anderwärts gezahlet. Allein anjetzt hilft der Stadt Thorn ihre 500 jährige Zollfreiheit nichts mehr. Sie wird in Jordan auf diejenigen Haupt-Kammer angehalten und muss den eingesetzten Zoll ohne alle Barmherzigkeit bezahlen, wodurch sie nothwendig zu Grunde gehen muss, weil, fundirt auf die Zollfreiheit, dadurch sie für die polnischen Städten so einen grossen Vorzug gehabt, wenn nun sie

Beilage ad Relation de dato Warschau den 22ten August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV

so gut wie die polnische Städte
dem Zoll in Fordan unterwor-
fen seyn sollte, selbige nicht
mehr denjenigen vortheilhaften
Handel treiben könnte, wel-
chen sie bisher zu noch allei-
niger Erhaltung ihres Wohl-
standes hat führen können.

Es ist dieses Schicksal
für Thorn um so viel uner-
warteter, wenn selbst der
König von Preußen bei ver-
suchter Errichtung des Gene-
ral-Zolles in Polen in einer
eigenen auch in Druck erschie-
nenen Memoire im Monat
Oktobre 1765 durch seinen
Minister in Polen die Zollfrei-
heit zu Wasser und zu Lande
für alle diejenigen, die Ein-
wohner des Landes sind, so
Preußen ausmacht, gegen
Polen sogar behaupten lassen.

Noch ist es um dieser Be-
legung mit Zoll für die Stadt
Thorn nicht genug. Es wer-
den sogar ganze Handlungs-
Artickel nicht mehr auf der
preußischen Weichsel nach

IIIII. Anlage ad Relation dd. Warschau den 22ten August 1773. ad No. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV

Polen durchzuführen, wo-
der ihr noch anderer erlau-
bet. Von Salz, Alaun, Eisen
und Häringen ist es schon be-
kannt, daß solches nicht
mehr von andersweil her
nach Polen geführet werden
soll, als von preüßischen
Compagnien, und Örtern
so wie auch mit eben solchen
Zwang Wachs, Wolle und
Holz aus Pohlen niergend
anders hingeführet und ver-
kaufet werden soll als an
die preüssischen Compagni-
en und Niederlagen. Man
hatte indessen von dem schon
in preüssischen Landen ver-
botenen überseeischen Tabak
noch geglaubt, daß doch
solchen durch diese Lande nach
Thorn und Polen durch-
zuführen wenigstens erlaubt
sein sollte, weil auf sonsten
alle Handels-Artikel aus
der Fremde auf gleiche Art
nach Polen zu schicken un-
tersagt werden könnte und
endlich keine Gemeinschaft

Beilage ad Relation d.do Warschau den 22sten August 1773 ad No. 101

HAUS-HOF und STAATSARCHIV. 94

mit andern Völkern in
der Handlung zu so vielen
Menschen Untergang mehr
statt haben würde. Allein
man hat sich geirret.

Nicht nur darf ein fremder
Tabak auch nicht einmal
durchgeführet werden, son-
dern sogar wird der, so
solchen durchführet mit der
schrecklichsten Geldstrafe
zum Verfall auf einmal
beleget. Dies ist einem
~~Thorner~~ Kaufmann namens
Hall dieser Tagen in Fordon
begegnet, und sollte dies so
bleiben und gar mehrmalen
geschehen können, so dürfte
dies nur noch ein dutzend-
mal geschehen und zwar auf
die Art, wie es diesmal an
schuldigen und unschuldigen
geschehen, so ist ganz Thorn
in ein erbärmliches Nest sehr
geschwinde und ohne Rückkehr
verwandelt.

Diese wichtige Sache ver-
hält sich also.

Ein Danziger Kaufmann

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

Beilage ad Relation
No. Warschau den 22sten
Augusti 1773. ad No. 101

Nammens Jonas, verladet auf das Schiff des Thorner Kaufmanns Gall, so von Danzig nach Thorn abgehet, mitten unter den Fässern von Syrup und Zucker auch zwei Fässer Tabak, um selbige erst in Thorn auszuladen und also in den Staaten von Preußen worinnen aller fremde Tabak verbothen, keinen Gebrauch davon zu machen. Inzwischen da das Schiff nach Fordan kommt, wo nun eine preußische Haupt-Kammer angelegt ist, und die Zollbedienten mit unbeschreiblicher Unbequemlichkeit und Verzögerung der Schiffs-Reise die Revision vornehmen, und die zwei Fässer Tabak finden, so aller Vorstellungen ungeachtet, daß dieser Tabak nur transito (sic) nach Polen und Thorn abgehet, wird nicht nur dieser Tabak, sondern die ganze übrige Schiffs-ladung

Beilage ad Relation de dato Warschau den 22sten August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

woran so viele verschiedene
Kaufleute Theil haben, con-
fiscirt und sequestrirt,
bis darauf die auferlegte
Strafe bezahlt seyn würde,
welche man ganz zum Erstau-
nen für diese zwei Fässer Ta-
bak auf 3600 Rth. oder
1200 Ducaten angesetzet
und damit solche bezahlet
werde den Thorner Kauf-
mann Sell, der auf diesem
seinem Schiffe war, in Arrest
legt und selben auch nicht eher
freigelassen, bis von Thorn
aus mit dem ansehnlichsten
Vermögen die Bürgschaft ge-
leistet worden, daß er sich
zu jeder Zeit stellen wolle
zu fordern, wann diese Sache
seine Gegenwart erfordern
würde. Es sind zwar von
Seiten der Regierung in
Thorn allenthalben, da wo
es bekandt seyn möchte, Vor-
stellungen und Vorbitten
geschehen weil ja transeun-
ter alle Waaren durch ein
Land zu führen, doch die na-
türliche

Beilage ad Relation de Warschau der 22. August 1773. ad No 101

HAUS-HOF und STAATSARCHIV.

Freiheit erfordern, wann auch im diesem Lande diese und jene Ware nicht geführet, noch verkaufet werden darf, um so viel mehr auf der Weichsel von Danzig oder Elbing bis Thorn, weil nie seit 500 Jahren von irgend einem Kaufmann aus Thorn auf solchem Wege der geringste Artickel nicht hätte geführet oder verzollet werden, und weil auch, gesetzt es wäre eine Defraudation noch anzunehmen, so lange die Zollauer Kammer in der Elbing noch ist, nur die Schuldige dafür haften sollen, nicht aber so viele Unschuldige mitgestraft werden sollten, wie hier durch die Sequestration des ganzen Schiffes geschehen, auf welchem so viele andere Waaren so vielen verschiedenen Kaufleuten gehörig sich befinden.

Noch bis jetzt, da wir mit dem Anfange dieses Monats

Beilage ad Relation ddo Warschau den 22. August 1773 ad No 101

HAUS-HOF und STAATSARCHIV.

(98)

105

geschehen, ist noch keine
Änderung hierinnen erfol-
get, und alles ist noch un-
ter Confiscation und Seque-
ster. Man muß hierbei sich
sagen lassen, weil der Artikel
mit dem Tabak, damit kein
fremder Tabak für Polen
nöthig sei, sondern aller
von preußischen Tabaks-
Pacht geliefert werden kön-
ne ein solcher Gegenstand
bereits ist, daß man alle
die sonstigen politischen Schrau-
ben, in einigen Gegenden
gesetzwidrig befindliche Juden,
so nicht wahres eigenes Ver-
mögen von 1000 Rth. er-
weisen können, zusammen
getrieben und an die Netze,
in die Gegenden als Colo-
nisten versetzet hat, wo
durch die Verschaffung des neu-
en Canals bei Fordon und
Bromberg die Weichsel mit
der Netze und so weiter
die Oder mit der Elbe
zu vereinigen, sehr viele
sonst unter Wasser gestan-

dene

Beilage ad Relation de dato Warschau den 22. August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV

Gegenden und sehr grosse Moräste zu nützlichem Lande bereitet worden und an etliche hunderttausend Huben beträgt, damit diese Juden hier All das Land mit Tabak anlegen und bebauen sollen, wozu Ihnen Alles, wozu Ihnen alles nöthige gereicht wird, und dadurch auswärtigen, die bisher mit Tabak so stark nach Polen gehandelt, ein grosser Nachtheil bereitet wird. Außer dessen ist die aus einer polnischen Kontroll Kammer in eine preussische Hauptkammer verwandelte Zollkammer in Tordan mit sehr schweren Zoll den schiffenden lästig. Der sonst nur auf der polnischen Tordaner Controll Kammer wegen der polnischen Haupt Kammer zu Nieszava zu erlegende Zoll war 5 höchstens 6 per Cento. Anjetzo ist die gegenwärtige preussische Haupt-Zoll-Kammer

Beilage ad Relation
No Warschau den 22.
August 1773 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

zu Fordan dergestalt ein-
gerichtet, daß Königl. preu-
ßische Unterthanen bloß 6 per
Cento alle andern aber, Po-
len und Auswärtige 10 per
Cento zahlen sollen und
nach der Art, wie die Zahlung
geleistet werden muß, kann
man es bis 15 per Cento
rechnen. Denn es wird in
Zahlung kein Silbergeld an-
genommen, sondern nur
lauter überwichtige Duca-
ten und das gehet so weit,
daß der Ducaten nur zu 8 fl.
preußisch angenommen wird,
da er doch 9. fl preuß.
oder drei Rth. in denen dor-
tigen Gegenden und allen
preußischen Staaten gilt,
und nun vollends, gesetzt
man hätte 10 fl zu zahlen
man nicht einen Ducaten
in Gold und 2 fl. preußisch
Silbergeld zahlen darf, sondern
man muß zwei Ducaten
in Gold zahlen und bekomt
von preußischem Silbergeld als
dann /. nicht nur den # zu

108

Beilage ad Relation de Warschau den 22. August 1773 ad No. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

(101)

8 fl. preussisch angenommen,
6 fl. preussisch aus solchen
zwei Ducaten herausbezahlt.
Erstaunende Anstalten, die
denn sie nun schon dergestalt
vorgenommen worden, noch
mehrere schreckliche Verfügungen
künftig erwarten lassen.

So wie aus allen diesen
wahrhaften Berichten man
leicht folgern kann, dass al-
les darauf abziele um da-
mit nach und nach alle aus-
wärtige Waaren nach Polen
ausgeschlossen und um le-
diglich preuss. Waaren, oder
zuletzt die mautbezahlten
fremden Waaren blos durch
brandenburgischen Untertha-
nen nach Polen geliefert wer-
den sollen, welches gewiss kei-
ne gleichgültige Sache für
Spanien, Frankreich, Engel-
land, Holland, Dännemark
und Schweden sein kann, so
ist es auch ganz deutlich zu
erkennen, dass selbst dieje-
nige, welche polnische Waa-
ren, es sei, wohin es, sei

Beilage ad Relation de Warschau den 22sten August 1773. ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

102

109

nehmen des Lebens erhalten
führen werden, und um an-
derer Versorgung willen,
da sie von dannen es zulezt
sei, auch die unentbehrlichste
Waaren werden Kaufen
müßen, nunmehro so wenig
an ihren Waaren werden
gewinnen können bei den
schrecklichen Verzollungen,
welche sie nunmehr geben
müßen, als wenige andere
Waaren sie werden verkaufen
können, weil auch bei den
durch die schreckliche Verzol-
lung so viel theurer werden-
den Waaren, gewiß unglaub-
lich viel weniger Käufer wer-
den verursachet werden, wel-
ches dann nun hauptsächlich
auch den Wohlstand der neuen
polnischen Oesterreichischen
Unterthanen trift, welche bis-
her so ansehnlichen Handel auf
der Weichsel und denen in
die Weichsel fallenden Flüßen
dem Bug und dem San
geführet haben. Wie na-
türlich fällt dann auch nicht

Beilage ad Relation de dato Warschau den 22sten August 1777 ad No 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

103

110

auch alle Industrie und
Handel, wenn keine Aus-
sicht zu künftigen Vortheil &
Gewinn übrig bleibt, und
dergestalt statt Ermunterung
zum Fleiss, Nachlässigkeit
und Faulheit erfolgen muss:
Thorn auch der einzige wich-
tige Entrepot der polnischen
Handlung auf der Weichsel
muss dann ganz eingehen
und aller polnischer Handel
kommt dann nach lauter
Brandenburgisch-Preussischen
Städten, und dann weiter
gewiss nicht mehr nach Dan-
zig, sondern über Fordon
nach Stettin oder über El-
bing nach Königsberg und
Pillau.

Indessen ist doch
zuwider der Intention,
bei dem Partage Traktate
gewesen, wenn man die
Städte Thorn und Danzig
mit ihren Gebieten aus-
genommen hat.

Soll daher dieses nicht
gänzlich zum allgemeinen

111

Beilage ad Relation No. 7 Warschau den 22. August 1773 ad No. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

104

Nachtheil aller Welt-
Bürger vereitelt werden,
so müsten diese beiden
Städte Thorn und Danzig
nicht nur in ihrer Verfas-
sung und allen ihren Be-
sitzlichkeiten und Länd-
ereien erhalten bleiben,
wie (sic!) sie solches wirk-
lich vor den 13ten Septem-
ber 1772. gehabt und bei
ihrer Stärke und Nachdruck
im Handel verbleiben zu
können, sondern es muß
auch die Handlungs und Zoll-
"Freiheit" auf der Weichsel
sowohl, wie im übrigen
westlichen Preußen auf
das uneingeschränkteste be-
hauptet und daher die
Fordauer Zoll-Kammer
durchaus aufgegeben werden,
als auch alle Verbote von
Waaren weiterhin so we-
nig statt haben als irgend
wenn ergehen können.

Um Danzigs Er-
haltungs willen ist die
Erhaltung Thorns anjetzt

Beilage ad Relation de Warschau den 22. August 1773. ad No. 101

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

doppelt nothwendig, und solche kann nicht anders als auf gedachte Weise bewerkstelliget werden, oder es erfolgen kurz vorher angezeigte Weglenkungen des Handels und dann ist nicht nur zuletzt ein so wichtiger Entrepot der freien Weichselhandlung verloren, wie Thorn ist, sondern der Hauptpaß von Polen, der Thorn zugleich ist, gienge alsdann auch so ein, daß von selbsten der, welcher ganz Preußen hat, sich dessen auch noch ganz gemächlich bemeistern und mit fruchtbarer Verbesserung zueignen und zu Nutzen machen würde.

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

F. Die schließlich bei-
folgende Note der Stadt
Danzig an den dortig russisch
Kais. Commissarium Herrn
Golofkin enthält das Aner-
biethen einer gewissen zu be-
stimmenden Summe Geldes,
im fall dagegen der König
von Preussen belagte Stadt
in den Besitz ihrer vorigen Frei-
heiten und des Hafen-Rechts
lassen wollte.

HAUS-HOF
und
STAATSARCHIV.

M.) Euer fürstlichen Gnaden überreiche ich anmit einen von dem Tornischen Residenten mir mitgetheilten Auszug eines Briefes, enthaltend ausführliche und besondere Umstände, von denen Kön. preußischen Vexationen auf der Weichsel allhier unterthänigst bei.

Gedachter Resident hat mich bei dieser Gelegenheit versichern wollen, daß wenn man den König von Preußen abhalten könnte, sich den District Dobrzin und den diesseits der Drewenca gelegenen Landstrich zuzueignen, welche ihm ohnehin vermög der Convention nicht zukommen könnte, das galizische Commercium in Pohlen ungeachtet der preußischen Störungen der Schiffahrt auf der Weichsel nicht viel darunter leiden würde, weil alsdann alle unsere Waaren durch einen andern Weg zu Thorn abgesetzt

E. E. Auf neuen befehl aller-
höchst Ihro Majestät des
Kaisers wofernes die Lage
der Geschäfte erlaubet, in
Zamość auf den 25ten dieses
zu erscheinen, bin ich entschlossen
da nunmehro meine Sitzungen
mit der Delegation in Ansehung
des Cession Traktats zu Ende
sind noch in der heutigen Nacht
meine Reise dahin anzu-
treten und spätest gegen den
28 d. M. wieder allhier ein-
zutreffen. Womit mich zu
hohen Gnaden etc.

Warschau d. 22 Aug. 1773.

Baron Reviczky

